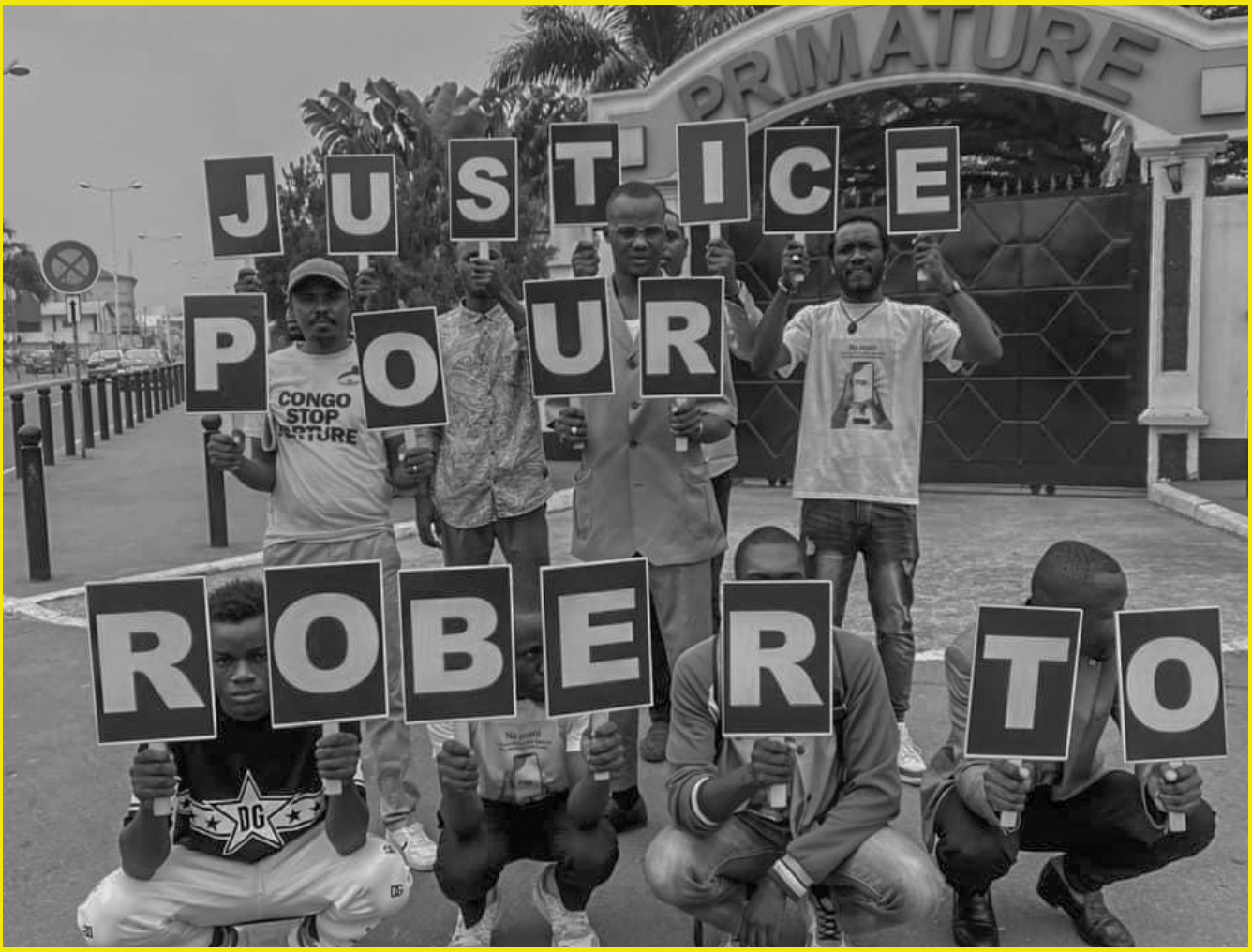
CENTRE D'ACTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT
www.cad-cg.org

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024

Centre d'Actions pour le Développement (CAD) - Organisation Non Gouvernementale


PRIMATURE
JUSTICE
POUR
ROBERTO
CONGO
STOP

SOMMAIRE

I. MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF PAGE 5

II. CAD, MEMBRE OBSERVATEUR AUPRÈS DE LA CADHP ..... PAGE 5

III. RÉSUMÉ ..... PAGE 6

- 2024 en chiffres . ..... P AGE 7

IV. CAD, UNE DYNAMIQUE DE RASSEMBLEMENT EN CONSTRUCTION ..... PAGE 8

V. REMERCIEMENTS ..... PAGE 10

VI. ACTU SUR LES PROJETS EN 2024 ..... P AGE 11

- Projet « Agir contre les violations des droits humain» ..... PAGE 11
- Projet « Appui à la gouvernance locale et formation des élus en République du Congo » ..... PAGE 11
- Projet « 1587- DA-2 Assistance aux victimes de torture » ..... PAGE 12
- Projet « Conservation et droits humains » ..... PAGE 12
- Projet « Log Export Ban »..... PAGE 12

VII. PRINCIPALES ACTIVITÉS..... P AGE 13

1. Renforcement des capacités ..... P AGE 13
2. Assistance aux victimes ..... P AGE 14
3. Monitoring, documentation et diffusion ..... PAGE 15
4. Appui à la démocratie ..... PAGE 16
5. Campagne, plaidoyer et sensibilisation ..... PAGE 18

VIII. RAPPORT FINANCIER..... PAGE 27

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier de tout cœur les membres du CAD, lesquels ont contribué, par leur engagement, à la réalisation des activités et à amplifier, y compris sur les réseaux sociaux l'impact des actions de l'organisation.

Nous renouvelons nos remerciements à nos partenaires financiers pour leurs différents apports en faveur de la démocratie et des droits humains au Congo-Brazzaville.

Nous remercions aussi :

- Nos partenaires techniques, desquels nous bénéficions des apports indispensables à notre travail ;
- Ces personnes qui dans les moments difficiles frappent à nos portes pour bénéficier d'un accompagnement ;
- Les autorités avec lesquelles nous essayons tant bien que mal de maintenir une collaboration ;
- Tous ceux et toutes celles qui nous soutiennent de près ou de loin, qui nous suivent sur nos différents canaux de communication.

Que chacun trouve ici l'expression de notre considération !

MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Modestement, nous pouvons dire que nous tournons la page 2024 avec satisfaction au regard du travail accompli les douze derniers mois. Je me suis permis de donner un regard rétrospectif sur l'actualité des droits humains dans le pays en 2024. J'ai réalisé le rôle central qu'a joué le Centre d'Actions pour le Développement (CAD).

Année après année, Nous courons derrière notre objectif organisationnel : **« Être un partenaire de choix dans la lutte pour les droits humains dans le pays »**. Les résistances et couacs rencontrés ne nous ont pas déviés de cette trajectoire. En 2024, le CAD a été à l'origine de plusieurs initiatives concernant les droits fondamentaux de la personne humaine dans le pays. Ces initiatives sont appelées à se décupler en 2025 pour garder la flamme toujours allumée.

Notre organisation sera inlassablement aux côtés des victimes de l'arbitraire. Les influences négatives ne nous feront pas reculer. Nous sommes conscients que l'action pour les droits humains est un travail de longue haleine. Et, notre engagement pour un meilleur respect de ces droits humains ne prendra aucune ride.

2025 s'annonce laborieuse. Elle sera une année de poursuite des dossiers pendants devant les tribunaux et autres administrations ; une année de poursuite des réformes organisationnelles et opérationnelles. Elle est aussi une année préélectorale (élection présidentielle). Je crois que le Bon Dieu nous donnera les capacités nécessaires pour affronter tous les défis qui s'annoncent.

Puisque nous tournons la page 2024 avec satisfaction, j'envisage 2025 avec un grand optimisme.

Je formule ici les vœux les meilleurs à tous mes collègues, à nos partenaires, à ceux qui s'intéressent à la situation des droits humains au Congo-Brazzaville. Mes vœux les meilleurs à tous ceux qui composent la population congolaise.

Que le Bon Dieu nous aide !

Trésor NZila

Directeur Exécutif

CAD, UNE DYNAMIQUE DE RASSEMBLEMENT EN CONSTRUCTION

La force est dans le nombre. Notre vision d'impulser le changement débute par le rassemblement et la cohésion autour de la promotion et la défense des droits humains.

Poursuivant le deuxième objectif organisationnel à savoir l ''élargissement de notre présence et de notre influence'', nous avons une fois de plus marqué un pas en nombre et dans notre dynamisme sur le terrain. Un pas après un autre, nous essayons de construire péniblement un mouvement pour les droits humains et la démocratie dans le pays.

Équipe opérationnelle

Trésor NZILA

Monica NGALULA

Dimitri SOBEKELA

Guerschom GOBOUANG

Membres de premier plan

Marien **Nzikou**

Espoir **Mabaya**

Luce **Gangoue**

Christ **Mvouvoungui**

Nathan **Kimpouni**

Glenn **Bouka**

Anael **Yeke**

Camille **Ngoma**

Prince
MWKN

Didier
Paoty

Prospere
Mahoukou

Gloirdy
Bouamoutala

Rachide B.

Rikis
Simba

Chancel
Bidier

Rophiel
Essemou

Joseph
Kombo

Dénis
Padison

Christian

ACHPR
African Commission on Human and Peoples' Rights

CAD, MEMBRE OBSERVATEUR AUPRÈS DE LA CADHP

L'offensive pour les droits humains oblige à se saisir de tout mécanisme crédible de promotion et protection des droits humains

La Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), au cours de sa 79ème session ordinaire, tenue du 14 mai au 3 juin 2024 en format hybride à Banjul, a décidé d'octroyer le statut d'observateur au CAD. Entérinée lors de la 81ème session ordinaire publique en présentiel tenue du 17 octobre au 6 novembre 2024 à Banjul, en République de Gambie, cette décision nous a été notifiée dans une lettre datée du 6 novembre 2024.

Cette reconnaissance importante confère au CAD le droit de participer pleinement aux activités de la CADHP, d'initier des contentieux pour faire constater les violations de la Charte africaine, de participer aux séances publiques de la Commission et de ses organes subsidiaires et de présenter des rapports alternatifs sur la situation des droits humains en République du Congo.

RÉSUMÉ

L'année 2024 a été riche en activités. Mais dans ce rapport, nous revenons essentiellement sur les principales activités réalisées. Comme à l'accoutumé, l'organisation a été sur plusieurs fronts pour faire valoir la dignité de la personne humaine et donner la voix à la justice. Nos actions ont touché sept départements sur douze que compte le pays.

Nos interventions ont permis de reconstruire des vies menacées par l'incertitude, elles ont permis à des familles de croire à nouveau en la justice. Des citoyens ont vu leurs situations être résolues soit totalement soit partiellement, alors que pour d'autres, les problèmes sont restés entiers. Dans un contexte de verrouillage de l'espace civique, nous avons encouragé les congolais, à travers de petites actions, à ne pas céder leurs libertés individuelles et collectives. Nos campagnes et plaidoyers ont donné quelques résultats positifs, àl'instar de l'insertion de la réforme démocratique sur la liberté de rassemblement dans l'agenda du Gouvernement.

Par ailleurs, notre travail a nourri différents reportages et enquêtes des journalistes, y compris internationaux. Dans un autre registre, nous avons contribué à renforcer les capacités des acteurs de la société civile, des communautés locales, et des pouvoirs publics, notamment des agents de la force publique et des élus locaux en droits humains.

2024 EN CHIFFRES

12053
visiteurs sur le site CAD

9388
visiteurs sur la page Facebook

9298
personnes sensibilisées

8216
violations des droits humains documentées

6903
victimes des droits humains enregistrées

272
lettres émises

101
courriers reçus des administrations étatiques et non étatiques

+95
articles de presse sur le CAD

60
personnes arbitrairement détenues libérées

28
publications sur la situation des droits de l'homme

25
Interviews

+10
Missions d'enquêtes

3
conférences de presse

02
manuels d'apprentissage des droits fondamentaux élaborés

117 150 747 XAF
budget annuel

ACTU SUR LES PROJETS EN 2024

Projet « Agir contre les violations des droits humains »

Financé par The National Endowment for Democracy (NED), ce projet répond au climat de violation des droits humains et d'impunité qui règne dans le pays.

Projet « Appui à la gouvernance locale et formation des élus en République du Congo »

Ce projet est financé par le Fond des Nations unies pour la Démocratie (FNUD) depuis 2023 et poursuit l'objectif d'améliorer la gouvernance locale dans six départements du pays.

Projet « 1587- DA-2 Assistance aux victimes de torture »

Financé par le Fond des Nations-unies pour les victimes de la torture, CAD assiste les victimes de la torture à travers ce projet.

Projet « Conservation et droits humains »

Soutenu par The Rainforest Foundation UK, ce projet appuie le plaidoyer en faveur des droits des communautés locales et autochtones dans le parc national Ntokou-Pikounda.

Projet « Log Export Ban »

Ce projet est une campagne sous régionale qui vise à accompagner les Etats de la CEMAC à respecter leurs engagements d'interdire l'exportation de grumes dans la zone CEMAC pour capitaliser la valeur ajoutée de la transformation locale du bois. Il est soutenu par Environmental investigation agency (EIA).

PRINCIPALES ACTIVITÉS

1. Renforcement des capacités
2. Assistance aux victimes
3. Monitoring, documentation et diffusion
4. Appui à la démocratie
5. Campagne, plaidoyer et sensibilisation

1 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Qu'il s'agisse de la formation continue de notre équipe et de nos membres ou du renforcement des capacités des membres des communautés locales et autochtones, des défenseurs des droits humains et des élus locaux, cette activité a permis de former et mettre en réseaux des bénéficiaires.

- **13 formations** organisées dans la Sangha, la Likouala et auprès des communautés situées à l'intérieur du parc national Ntokou-Pikounda sur les approches de résolution des situations de violations des droits fondamentaux identifiées par ces différentes communautés.
- **03 formations** à l'endroit des élus locaux organisées à Ouesso, Impfondo et à Madingou sur la démocratie locale participative, les droits humains et l'intégration de l'approche basée sur les droits dans la définition des plans de développement departementaux.
- **03 formations** des parajuristes organisées à Brazzaville, Ouesso, et Pointe-Noire sur la problématique de la torture.
- **02 membres** du CAD ont bénéficié de la bourse Mandela Washington Fellowship, programme phare du gouvernement américain pour les jeunes leaders africains.

RÉSULTATS

- **483** membres des communautés locales et autochtones, dont 116 femmes ont été formés en droits humains.
- **64** parajuristes dont 12 femmes formés sur la documentation des cas de torture.
- **91** Élus locaux, dont 6 femmes, ont renforcé leurs capacités en droits humains et démocratie participative locale.
- **02** membres du CAD ont renforcé leur leadership et étendu leur réseau à d'autres défenseurs.

2 ASSISTANCE AUX VICTIMES

L'assistance aux victimes est une composante importante dans l'intervention du CAD. Elle prend plusieurs formes, y compris l'aide directe.

En 2024, 6903 victimes ont été répertoriées et nos interventions ont varié selon les situations.

RÉSULTATS

- **252** personnes dont 15 femmes ont bénéficié d'une assistance directe.
- **26** plaintes ont été déposées en justice donnant lieu à l'ouverture d'informations judiciaires et à des inculpations.
- **02** Procès
- Règlement partiel de la situation des enseignants des éccoles ORA par les autorités

3 MONITORING, DOCUMENTATION ET DIFFUSION

Ce chapitre est au cœur du dispositif de l'action du CAD. Il consiste à assurer une veille informationnelle sur des allégations d'atteintes aux droits humains dans le pays. Nous réalisons également des missions de terrain et rendons public les données qui en résultent.

RÉSULTATS

- **8216** violations des droits humains ont été documentées.
- **28** publications révélant les atteintes aux droits humains commises un peu partout dans le pays.
- **01** rapport annuel sur la situation des droits humains disponible.
- **03** Conférences de presse.

4 APPUI À LA DÉMOCRATIE

Quelques initiatives ont été menées pour traiter le manque d'intégration des communautés dans les mécanismes décisionnels au niveau local. A cet effet, nous avons organisé :

- Accompagnement des communautés de Impfondo, Dongou (département de la Likouala), Sembé et Elogo (département de la Sangha), Ewo et Mbomo (département de la Cuvette), Djambala et Ngo (département des Plateaux), Madingou et Mouyondzi (département de la Bouenza), Loango et Koutou (département du Kouilou) à l'élaboration des « cahiers de doléances communautaires ». L'objectif de ce cahier de doléances est de présenter les besoins prioritaires des communautés pour ne plus être victimes des choix politiques et programmatiques auxquels elles ne participent pas et qui s'avèrent en inadéquation avec leurs besoins légitimes.

- **04** Forums communautaires dans la Likouala et la Sangha;
- **02** cadres de concertation entre gouvernants-gouvernés à Impfondo et à Dongou.

Il s'agit des espaces de discussion qui favorisent le dialogue entre les communautés et les autorités autours des priorités locales.

Par ailleurs, nous avons poursuivi notre travail sur la réforme de la législation sur le régime de manifestations en République du Congo. Il a été organisé :

- **01** Réunion stratégique avec des ONG des droits humains, ayant abouti à la définition d'une feuille de route du plaidoyer.

RÉSULTATS

2500 membres des communautés cibles ont contribué à la rédaction du « cahier de doléances communautaires » à la suite d'un processus long et inclusif.

01 livret de doléances communautaires a été édité et transmis aux autorités.

03 départements sur six ont intégré le « cahier de doléances communautaires » dans leurs plans de développement local.

Instauration des cadres de dialogue entre communautés et autorités locales

02 plans d'actions spécifiques validés conjointement par les communautés et autorités locales pour la réalisation de chaque problème retenu dans le cahier de doléances communautaires.

01 Réforme sur le droit de manifester inscrite à l'agenda politique. Notre plaidoyer à Genève, en décembre 2023, en faveur de cette réforme a abouti à l'acceptation par le Gouvernement, en juillet 2024, d'abroger le régime de l'autorisation préalable applicable en matière de manifestation.

01 Un plan stratégique 2025 a été adopté pour pousser les autorités à traduire dans les faits l'engagement pris et **1** Equipe de plaidoyer composée de 9 ONG mise en place.

5 CAMPAGNE ET PLAIDOYER

- **Campagne de sensibilisation sur l'application mobile NA MONI**

« Ouvrez la voie à la justice. Signaler les abus, défendez les droits humains !» tel est le thème de la campagne que le CAD mène pour promouvoir et vulgariser son application mobile de signalisation des violations des droits humains.

Deux moments ont marqué cette promotion :

Act 1

La campagne en ligne

Pendant la campagne en ligne, différents contenus web ont été créés avec le concept «Faites-le avec NA MONI» pour promouvoir l'application sur les réseaux

RÉSULTATS

9298 Personnes ont été sensibilisées en ligne

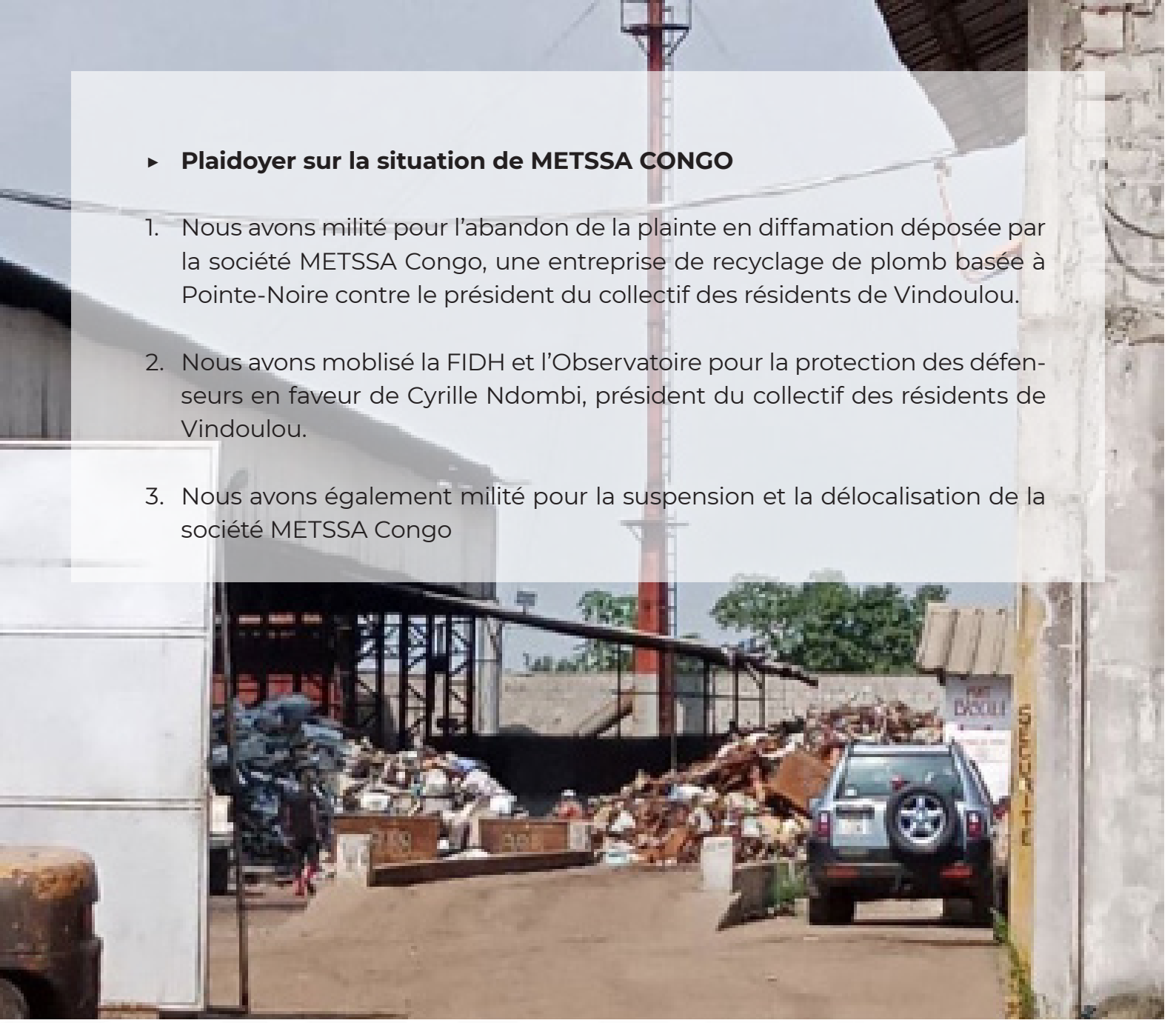
Act 2

La campagne sur le terrain

- **Descente au Kartel 2 mvi-tah off**
- **Descente au siège de l'association SOS Femmes Congo**
- **Descente auprès des scouts et guides de brazzaville à dzoumouna**
- **Descente à la Baseron de Paterne maestro**
- **Descente Porte à porte, quartier Diata**

RÉSULTATS

+500 Jeunes sensibilisés sur l'utilisation de l'application Na Moni pendant les déscentes de terrain.



- **Plaidoyer sur la situation de METSSA CONGO**

1. Nous avons milité pour l'abandon de la plainte en diffamation déposée par la société METSSA Congo, une entreprise de recyclage de plomb basée à Pointe-Noire contre le président du collectif des résidents de Vindoulou.

2. Nous avons moblisé la FIDH et l'Observatoire pour la protection des défenseurs en faveur de Cyrille Ndombi, président du collectif des résidents de Vindoulou.

3. Nous avons également milité pour la suspension et la délocalisation de la société METSSA Congo

RÉSULTATS

- La société METSSA CONGO a abandonné les poursuites engagées contre Cyrille Ndombi, président du collectif des résidents de Vindoulou.

- Suspension par la Ministre de l'envirennement de toutes les activités de la société METSSA Congo pour son impact négatif avéré sur la santé de la personne et sur l'environnement.

▸ Campagne contre l'opération « coup de poing »

Le 14 mai 2024, la police et la gendarmerie congolaises ont lancé une opération conjointe dénommée « Coup de poing » dans l'objectif d'« éradicaquer» le phénomène de banditisme dit « bébé noir » à Brazzaville particulièrement.

Suite aux violations graves et massives constatées pendant cette opération, nous avons lancé la campagne en ligne avec le hashtag « Coup2PoingSansVDH » pour appeler les autorités soit à garantir les droits fondamentaux soit à mettre fin à cette opération au cas où elles n'étaient pas capables de concilier l'impératif de sécurité à celui du respect des droits humains fondamentaux.

création des contenus vidéos pour interpeller les décideurs et sensibiliser l'opinion publique.

Société

Droits humains : le CAD demande l'arrêt de l'opération coup de poing

Samedi 7 Décembre 2024 - 16:20

Abonnez-vous Partager : J'aime 0 Post

Dans l'idée de marquer une rupture avec l'opération coup de poing qui a créé le traumatisme au sein des familles, le Centre d'actions pour le développement (CAD) a sollicité au gouvernement d'arrêter cette opération du fait qu'elle a montré ses limites.

L'annonce a été faite par le directeur exécutif du CAD, Trésor Nzila, notamment lors de la présentation du rapport annuel sur la situation des droits humains au Congo. Cette dernière fait suite à un constat selon lequel la tendance pour les droits humains continue d'aller dans la mauvaise direction, la situation est extrêmement difficile depuis 2021. Le CAD continue d'alerter sur les droits humains, les conclusions sont terribles. Cette année, le CAD a documenté 8216 violations des droits humains, alors qu'en 2023, le Congo était à 2092.

RÉSULTATS

- Quelques rare réactions officielles appelant a une amélioration des pratiques dans le cadre de cette opération

- Des agents sanctionnés admnistrativemennt pour manquements graves selon les responsables de la gendarmerie
- Des dizaines de personnes liberées
- Ouverture du site de la CNSS à la presse après des mois de blocage et Engagement public des autorités à améliorer les conditions de détention sur ce site
- Si l'arrêt officiel de l'opération n'a pas été annoncé, il est constaté un affaiblissement de cette opération. Les rafles des jeunes ne sont plus observées de même les compte-rendus régulières de la plice et de la gendarmerie.

▸ **Célébration de la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture - 26 JUIN**

- Organiation d'une conférence de presse au cours de laquelle nous avons rendu public les données sur la torture au premier semestre 2024 et parler de l'engagement du CAD en faveur des victimes de la torture.

- Présentation du cas emblématique de Roberto LIssassi, victime de torture

- dépôt d'une lettre ouverte auprès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

RÉSULTATS

- Les données sur la torture ont été rendues public et les pouvoirs publics interpelés.
- Ouverture le 8 Juillet 2024 du procès affaire Roberto
- Le 22 octobre 2024, le chef du groupe Afrique du sous comité des nations Unies pour la prévention de la torture, en visite à Brazzaville, a exhorté les autorités à lutter contre la torture.

- **Conservation et droits humains**

- Plaidoyer pour les droits des communautés dans le parc Ntokou-Pikounda

- Participation à la 20e réunion des parties du partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC) à Kinshasa en RDC

- Organisation avec RFUK et APEM d'un évènement parallèle à l'occasion de la 20e réunion du PFBC : présentation de la situation des droits humains dans les aires protégées du Bassin du Congo, coup de projecteur dans le parc national Ntokou-Pikounda géré par WWF et l'Etat Congolais .

RÉSULTATS

- Intégration du district de Mokeko dans le parc national Ntokou-Pikounda après plusieurs années d'exclusion. Une injustice qui a fait tant de mal aux communautés de Mokeko.

01 Procédure judiciaire engagée contre le parc national Ntokou-Pikounda et WWF et des inculpations prononcées.

▸ Commémoration du 20 octobre

Le 20 octobre de chaque année, le CAD se déplace à travers le pays pour sensibiliser sur la répression violente et mortelle des manifestants contre le troisième mandat et contre la réélection du Président de la République entre 2015 et 2016

Le 20 octobre 2024 nous avons commémorer les 9 ans des victimes du referendum par une soirée de projection du film documentaire « Se taire ou mourir » dans la ville de Nkayi.

RÉSULTATS

- **01** Réaction du Gouvernement invitant les victimes à porter plainte
- **+100** Personnes étaient présentes à cette projection documentair
- TV5-Monde et quelques médias locaux et en ligne ont donné un écho à cette commémoration

▸ Célébration de la journée du 10 décembre

Le 10 décembre l'humanité célèbre la déclaration universelle des droits de l'homme. A cette occasion, nous avons organisé une soirée-projection de deux documentaires « Place à la Révolution». et «Se taire ou mourir ».

RÉSULTATS

100 Personnes, hommes et femmes ont été présentes à cette soirée-projection.

▸Campagne pour l'interdiction d'exportation des grumes dans la zone CEMAC

- Sensibilisation des journalistes sur la directive de la CEMAC, le code forestier congolais ainsi que sur les enjeux de la transformation locale du bois.

- **03** Descentes conjointes avec les journalistes à Ntam, à Dolisie et à Pointe Noire.

- Contrôle citoyen sur la sortie des grumes, création des contenus vidéos pour interpeller les décideurs et sensibiliser l'opinion publique.

- Organisation d'un évènement parallèle à la 20e réunion des parties du partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC) à Kinshasa en RDC en collaboration avec EIA et RENOI-RDC sur les opportunités réelles de la décision portant interdiction des grumes dans l'espace CEMAC.

RÉSULTATS

- **3** reportages réalisés par TV5 Monde, The Voice of America et Canal Fuseau diffusion Live à l'issue des enquêtes de terrain.
- Prise de consience de l'opinion publique sur l'intérêt de la campagne Log Export Ban
- large public sensibilisé sur les opportunités réelles de la décision portant interdiction des grumes dans l'espace CEMAC.
- Développement d'une dynamique en faveur de la transformation locale du bois. Entrepreneurs, ministères et personnalités politiques appellent à l'interdiction d'exportation des grumes.

6 ACTIVITÉS DE GOUVERNANCE INTERNE

En cohérence avec nos politiques internes, nous avons tenu des réunions régulières sur la vie de l'organisation, sur la planification, le suivi des activités et budgétaires.

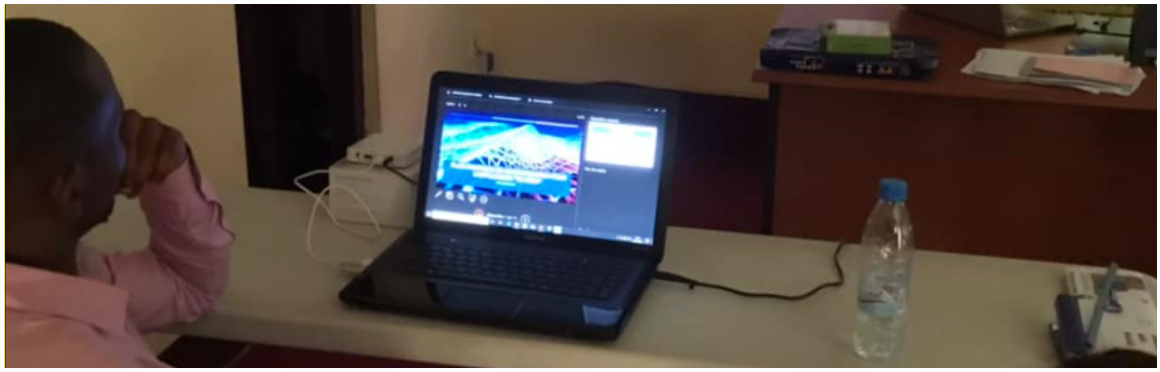
a. Réunions

Planification des activités

Suivis des activités, analyse des stuations brulantes

Bureau CAD-Ouésso au sortir d'une réunion

b. Comité d'orrientation



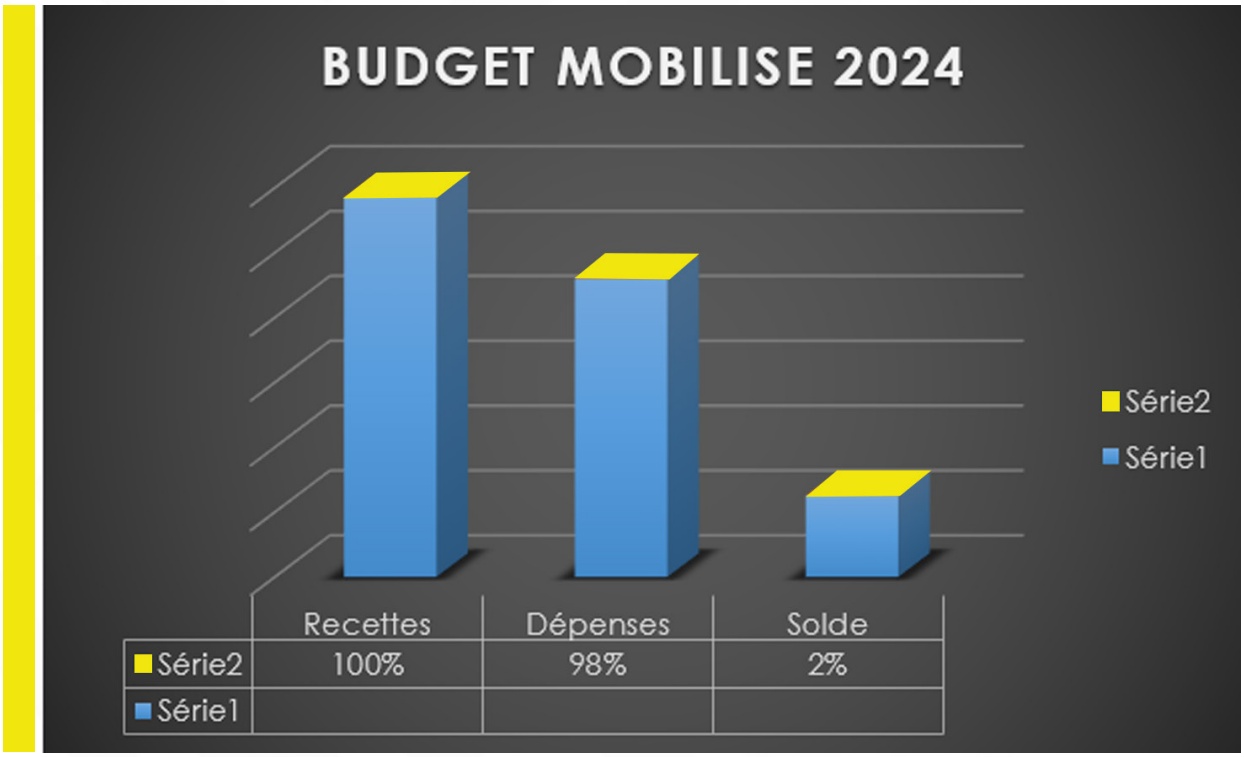
Réunions en ligne (définition des règles de fonctionnement vision et objectifs Comité d'orientation...)

RAPPORT FINANCIER EXERCICE 2024

Les fonds mobilisés en 2024 s'élèvent à 117 150 747 F CFA, soit une augmentation de 28% par rapport à l'exercice 2023.

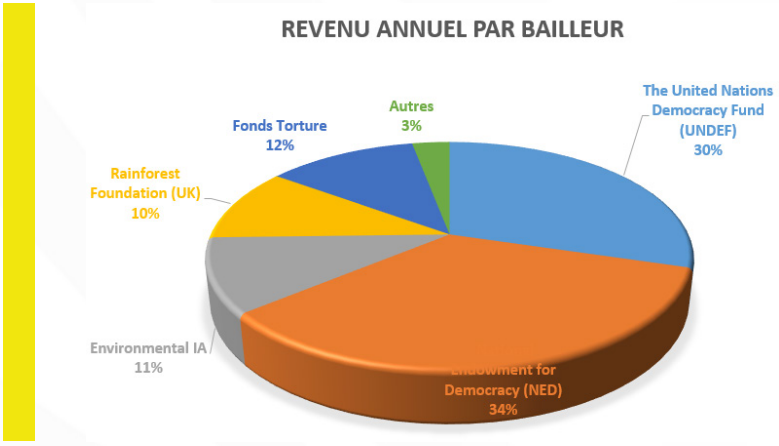
1- Ressources mobilisées

Le graphique suivant présente les informations sur les différentes ressources mobilisées, les dépenses engagées ainsi que le solde disponible en fin d'exercice.



2- Répartition par source de financement en %

Le graphique ci-dessous présente la répartition par donateur.



3- Exécution budget 2024

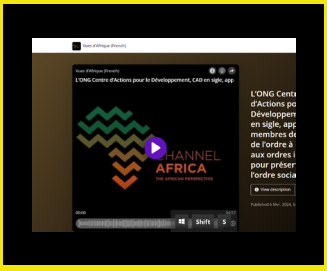
Ce graphique présente la ventilation des dépenses engagées par composante. Les charges administratives pour cet exercice représentent 43% des recettes contre 57% pour les activités

LIENS DES ARTICLES QUI ONT PARLÉ DU CAD EN 2024

Rép. du Congo: des violations des droits humains en hausse, selon le CAD

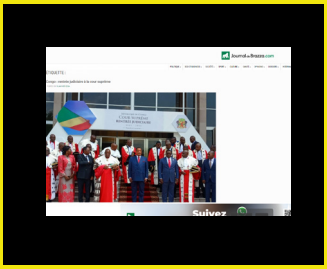
Quand le déni des droits humains est au pouvoir. https://www.facebook.com/watch/?v=1146792353825755

Congo-Brazzaville : Une ONG appelle les forces de sécurité à plus de responsabilité



OMNY.FM - L'ONG CAD appelle les membres des forces de l'ordre à désobéir aux ordres illégaux...

DW-Appel aux forces de l'ordre à désobéir aux ordres illégaux



Congo : rentrée judiciaire à la cour suprême, Journal de Brazza.com

https://news.mongabay.com/2024/02/african-parks-vows-to-investigate-allegations-of-abuse-at-congolese-park/?

African Parks s'engage à enquêter sur des allégations de violences dans un parc congolais - Nouvelles de l'environnement

Le CAD fait du porte à porte pour présenter l'application mobile 'NA MONI'

Congo-B: bras-de-fer judiciaire entre des riverains de Pointe-Noire et une entreprise recyclant métaux et batteries

Commune de Pointe-Noire : Le gouvernement a suspendu toutes les activités de la société Metssa Congo - lhorizonafricain

1. RFI-Congo-Brazzaville: la Cour suprême fait sa rentrée judiciaire en présence du chef de l'État

2. Congo : rentrée judiciaire à la cour suprême, Journal de Brazza.com

3. Congo-Brazzaville : Une ONG appelle les forces de sécurité à plus de responsabilité

4. OMNY.FM - L'ONG CAD appelle les membres des forces de l'ordre à désobéir aux ordres illégaux...

5. DW-Appel aux forces de l'ordre à désobéir aux ordres illégaux

6. Trésor Nzila Kendet. « Les dirigeants ont fabriqué des peurs collectives »

7. https://news.mongabay.com/2024/02/african-parks-vows-to-investigate-allegations-of-abuse-at-congolese-park/?

8. African Parks s'engage à enquêter sur des allégations de violences dans un parc congolais - Nouvelles de l'environnement

9. Le CAD fait du porte à porte pour présenter l'application mobile 'NA MONI'

10. Congo-B: bras-de-fer judiciaire entre des riverains de Pointe-Noire et une entreprise recyclant métaux et batteries

11. Cinq jeunes hommes meurent dans un commissariat de police | ACAT France

12. C.a.d (Centre d'action pour le développement) : Mort en détention au Commissariat central de Angola-libre : l'exigence de vérité - lhorizonafricain

13. JT-DRTV 26-05-24 arrestations de masse

14. JT DRTV 25-05-24 arrestations de masse

15. UNESCO accused of supporting human rights abuses in African parks

16. Commune de Pointe-Noire : Le gouvernement a suspendu toutes les activités de la société Metssa Congo - lhorizonafricain

17. Lutte contre la torture : le CAD publie les résultats de l'enquête menée cette année | adiac-congo.com

18. https://fr.news.yahoo.com/congo-b-cas-torture-hausse

19. https://www.google.com/amp/s/www.europe1.fr/international/congo-une-ong-deplore-laugmentation-des-cas-de-torture-4254967.amp

20. Congo-B: les cas de torture sont en hausse en 2024, selon le rapport d'une ONG

21. Le CAD interpelle le gouvernement sur la hausse des cas de torture - Vox Congo

22. Les cas de torture en hausse en 2024 au Congo, selon le rapport d'une ONG - allAfrica.com

23. Leading Congo Rights Group Blasts Torture Increase | Barron's

24. Congo/Droits de l'homme : Le Cad déplore l'augmentation des cas de torture dans les structures de détention

26. Congo/Droits de l'homme : Le Cad déplore l'augmentation des cas de torture dans les structures de détention | DB News

27. Lutte contre la torture : le CAD publie les résultats de l'enquête menée cette année - Congo Brazzaville

28. Revue de presse du 27 juin 2024 – Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique

, Journal DRTV du 26-06-24 de 20h30

30. JT Lingala DRTV du 26 juin 16h30

31. DRTV-JT du 27 juin 14h30

32. JT kituba DRTV du 27 juin 16h30

33. https://www.facebook.com/drtvinternationalhd/videos/802532568691694

34. Congo: an NGO deplores the increase in cases of torture

35. « Le gouvernement congolais a l'obligation de mettre en oeuvre les recommandations adressées » (Trésor Nzila, CAD) – Les Nouvelles d'Afrique

36. Congo-B: les cas de torture sont en hausse en 2024, selon le rapport d'une ONG | Brèves | impact.sn

37. Congo: Augmentation alarmante des cas de torture | Afrique

38. Congo : les cas de torture passent de 13 en 2023 à 122 en 2024 - Journal de Brazza

39. Congo/Droits de l'Homme: Le Cad déplore l'augmentation des cas de torture dans les structures de détention – FAAPA FR

40. https://afriquechronique.com/nombre-de-cas-de-torture-est-en-augmentation-en-2024-au-congo-brazzaville/

41. Congo-Brazzaville: Le niveau de la torture

42. Congo - June 2024 | The Global State of Democracy

43. https://www.idea.int/democracytracker/country/congo

43. https://www.idea.int/democracytracker/country/congo

44. https://www.lhorizonafricain.com/wp-content/uploads/2024/07/258.pdf

45. Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture : Le C.a.d déplore l'augmentation des cas de torture dans le pays - lhorizonafricain

46. Cad (Centre d'actions pour le développement) : Réponse au rapport conjoint de W.w.f et le gouvernement sur le Parc national de Ntokou-Pikounda - lhorizonafricain

47. Congo : inquiétante augmentation des cas de tortures

48. https://lasemaineafricaine.info/wp-content/uploads/2024/07/4237.pdf

49. TORTURE : Le CAD s'inquiète de la situation des droits humains au Congo - La Semaine Africaine 2024

50. https://www.facebook.com/drtvinternationalhd/videos/3759194017637972

51. DRTV JT 20H30 DU 26 AOUT 2024

52. https://afriquexxi.info/Jeunesse-5477

53. Le CAD demande une enquête impartiale et exhaustive suite au décès de Jacques Miantsouba - Vox Congo

54. CÉLÉBRATION 9ÈME ANNIVERSAIRE DES VICTIMES DU RÉFÉRENDUM 2015 PAR LE (CAD) a Nkayi

55. Congo : ne pas oublier 2015

56. https://www.journaldebrazza.com/congo-le-cad-presente-les-reclamations-des-communautaires/

57. https://www.facebook.com/watch/?v=1723465325140115&rdid=7btouuTkXRteRMSK

58. Développement local : le CAD expose les doléances de la population de l'hinterland | adiac-congo.com

59. https://www.facebook.com/watch/?v=1307670850604387

60. https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02vg4F1nAi4GVfwXXQxtS8Nb5QEmwZzNLc8RSYhV6RHpxxaANRF4owS8f8RSUkN8kQl&id=100092445984924

61. C.a.d (Centre d'actions pour le développement) : Résultats de l'enquête du sur la vie quotidienne des populations - lhorizonafricain

62. Le CAD présente un cahier de doléances communautaires pour une gouvernance locale renforcée

63. https://www.lhorizonafricain.com/gouvernance-locale-le-c-a-d-a-presente-un-cahier-de-charges-elabore-par-douze-communautes/

64. https://www.facebook.com/watch/?v=8366493203462913

65. Hausse spectaculaire des violations des droits humains dans ce pays d'Afrique centrale - YOP L-FRII

66. Congo-Brazzaville: une ONG alerte sur l'augmentation des violations des droits humains

67. https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241207-congo-brazzaville-une-ong-alerte-sur-l-augmentation-des-violations-des-droits-humains

68. Congo-Brazzaville: Une ONG alerte sur l'augmentation des violations des droits humains - allAfrica.com

69. https://www.facebook.com/VoxCongo/videos/1241158267114535

70. Le CAD présente un rapport alarmant sur les violations des droits humains au Congo – Panoramik-Actu

71. CONGO BZV / DROITS DE L'HOMME : LE CAD NOTE UNE HAUSSE EXPONENTIELLE DU NOMBRE DE VIOLATIONS DANS LE RAPPORT 2024

72. https://www.facebook.com/muanamboka242media/videos/1082218583279802

73. https://x.com/JTAtv5monde/status/1866571763821281691?t=_v9hJuPauihm0X4_PQRBNg&s=19

74. https://youtu.be/jGaUpN78MCM?si=PrgDnLvMzOjz1dDZ

75. https://www.facebook.com/drtvinternationalhd/videos/3419961488138904

76. https://www.facebook.com/share/1AsKM1NCae/

77. Droits humains : le CAD demande l'arrêt de l'opération coup de poing | adiac-congo.com

78. Droits Humains En Berne Au Congo : Un Rapport Accablant

79. https://www.facebook.com/photo/?fbid=9918820162900398&set=a.418190086992571

80. https://www.facebook.com/photo?fbid=9918452529603828&set=a.418190086992571

81. https://www.facebook.com/100004119694012/videos/pcb.3074148912732402/8679679635472635

82. Congo-Brazzaville : explosion des violations des droits humains - Afrique sur 7

83. https://www.africain.info/news=10538096

84. https://afrik-plus.com/impunite-et-droits-humains-au-congo-une-montee-des-violations-sous-le-silence-complice-des-autorites/

85. https://www.facebook.com/drtvinternationalhd/videos/595282706246681

86. https://www.facebook.com/drtvinternationalhd/videos/467516723030714

87. https://www.lhorizonafricain.com/rapport-2024-du-c-a-d-sur-les-droits-humains-quand-le-deni-des-droits-humains-est-au-pouvoir/

88. https://www.lhorizonafricain.com/wp-content/uploads/2024/12/277.pdf

89. https://lasemaineafricaine.info/wp-content/uploads/2024/12/4261.pdf

90. DROITS HUMAINS : Le CAD alerte sur l'explosion des violations en 2024 - La Semaine Africaine

91. République du Congo : l'exportation illégale de bois

91. République du Congo : l'exportation illégale de bois

92. Congo-Brazzaville : violations des droits humains en hausse

93. https://gettotext.com/congo-an-ngo-deplores-the-increase-in-cases-of-torture/

94. Congo-Brazzaville: NGO Warns of Rising Human Rights Violations

95. Human Rights Violations On The Rise In Congo-Brazzaville, Report Says | Barron's

NOUS CONNAITRE

1 QUI SOMME NOUS ?

Nous sommes le Centre d'Actions pour le Développement (CAD), une organisation non-gouvernementale établie en République du Congo, non violente et sans but lucratif indépendante de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute croyance religieuse. Le Centre d'Actions pour le Développement (CAD) a été créé le 27 février 2021 à Brazzaville.

2 NOS OBJECTIFS

· Promouvoir, valoriser et appuyer le développement socioéconomique;

· Défendre les droits humains, les libertés individuelles et collectives dont les principes sont énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) de 1948.

3 NOTRE MISSION

Faire en sorte qu'une culture populaire des droits humains de même que la redevabilité des dirigeants soient ancrées dans nos pratiques pour jeter de manière irréversible les bases de l'Etat de droit en République du Congo.

NOS ACTIONS ET PROGRAMMES

CAD

CENTRE D'ACTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT

www.cad-cg.org

NOUS CONTACTER

(+242) 05 533 07 63 / 06 654 54 65 / 06 607 20 25 · Cad Congo · Centre d'actions pour le Dévéloppemen

1620, Avenue de trois Martyrs · @242cad · cad.congo@cg-cad.org · www.cad-cg.org